

officiels donnant la victoire à Abdou Diouf ont été publiés.

En dépit de quelques manifestations plus ou moins virulentes durant les trois soirs qui ont suivi la proclamation des résultats, les jeunes n'ont pas provoqué la grande révolte que l'on pouvait craindre. Les étudiants dakarois, refusant le spectre de l'année blanche, tout comme les lycéens, ont repris les cours, imités un peu plus tard par ceux de Saint-Louis.

Malgré leur profonde colère et leur sentiment d'avoir été une nou-

velle fois « volés », les jeunes reportent leurs espoirs sur les élections législatives de mai, véritable second tour de l'élection présidentielle.

La jeunesse urbaine du Sénégal s'est ainsi montrée plus patiente en 1993 qu'en 1988, peut-être aussi plus résignée, mais elle demeure une véritable poudrière si les perspectives de changement dans l'avenir ne sont pas clairement et rapidement mises en lumière.

Jérôme Gérard

La démocratie aux champs : les présidentielles d'octobre 1992 au Nord-Cameroun

QUAND on parcourt l'abondante littérature sur le processus de démocratisation en Afrique noire, on est frappé par l'absence d'analyses du fonctionnement de la démocratisation au niveau local : cantons, villages, etc. Que pense l'électeur moyen de la floraison des partis ? Quelles sont les motivations qui influent sur son vote lors des élections ? Quels sont les enjeux des élections au niveau local ? On constate aussi que la littérature existante se focalise sur les activités de l'opposition et néglige les stratégies mises en œuvre par les anciens partis uniques pour rehausser leur popularité parmi certaines couches de la population.

Cet article veut combler ces

lacunes en analysant les élections présidentielles camerounaises du 11 octobre 1992, telles qu'elles se sont déroulées dans le département du Mayo Kani (auparavant Kaélé), dans la province d'Extrême-Nord. Les informations présentées ici ont été récoltées lors d'un séjour sur le terrain en novembre 1992.

Rappel historique

C'est en 1990 que l'opposition contre le régime du président Paul Biya et son parti unique, le RDPC (Rassemblement démocratique du peuple camerounais), a commencé à s'organiser dans l'ouest du pays, sous la forme du SDF (Front social

démocratique). Vers la fin de cette année, le système multipartite fut autorisé et de nombreux partis d'opposition furent légalisés au cours de 1991. Des manifestations antigouvernementales de grande envergure eurent lieu en 1991, le gouvernement réagissant par une répression musclée. Au cours de la campagne électorale pour les élections législatives du 1^{er} mars 1992, l'UNDP (Union nationale pour la démocratie et le progrès) et quelques autres partis de moindre importance décidèrent de briser le front unitaire de l'opposition en participant aux élections, contrairement aux consignes arrêtées auparavant. De ce fait, l'UNDP devint le parti d'opposition le plus important au Parlement. Tous les partis d'opposition participèrent par contre aux élections présidentielles d'octobre 1992. D'après les résultats officiels (très contestés), Paul Biya sortit vainqueur de l'affrontement avec une courte avance sur John Fru Ndi, le candidat du SDF. Bello Bouba Maïgari, le chef de l'UNDP, fut largement distancié.

Dans le Nord-Cameroun, ces élections tournèrent à un combat entre le RDPC et l'UNDP dont le fief se trouve dans cette partie du pays (1). Lors des élections parlementaires, en mars, l'UNDP était sorti, sans conteste, vainqueur des urnes, mais 8 mois plus tard, lors des élections présidentielles, le score de Bello Bouba fut nettement moins glorieux : dans les trois provinces du Nord, il obtint moins de la moitié des voix, un recul qui s'explique surtout par la popularité grandissante du RDPC dans la province d'Extrême-Nord, l'une des plus grandes provinces du pays avec 17 % du total des électeurs inscrits. Paul Biya y réalisa un score de 48 % des voix, avec 43 % pour

Bello Bouba. Dans le département du Mayo Kani, la victoire du Président sortant était encore plus nette : 57 % des voix, contre 34 % pour Bello Bouba. Comment expliquer le succès de Paul Biya et du RDPC dans ce département ?

La mainmise du RDPC sur l'administration

L'introduction du système multipartite ne signifia évidemment pas la fin de la mainmise du RDPC sur l'appareil administratif national et régional, et ce contrôle a influé de plusieurs façons sur le vote en faveur de Paul Biya dans le département du Mayo Kani.

Bon nombre de fonctionnaires ont voté pour le chef de l'État, y compris parmi ceux qui le critiquaient en privé, de crainte de perdre leur poste et leur salaire. Les nominations, les licenciements, les mutations, et le paiement des salaires sont en bonne partie de la compétence de Yaoundé. Le président de l'UNDP dans le département du Mayo Kani est un fonctionnaire à la préfecture. Pour le « punir » de ses activités politiques, il fut muté, en 1991, dans la province de l'Est. Cette « punition » ne fut annulée que grâce à l'intervention d'un fonctionnaire bien placé à Yaoundé. Quand je l'ai rencontré en novembre 1992, il n'avait plus reçu de salaire depuis cinq mois. Le régime Biya a également fait donner la police de sécurité pour surveiller et intimider les leaders de l'UNDP de sorte que beaucoup de gens hésitent à se déclarer ouvertement pour ce parti.

(1) Dans le Nord, le SDF est pratiquement absent. Lors des élections présidentielles il n'y obtint que 4 % des voix. Dans la suite de cet article je ne tiendrai pas compte de ce parti.

Diverses formes de fraude électorale ont également été signalées. Dans le département du Mayo Kani, on a manipulé l'enregistrement des électeurs : attribution de plusieurs cartes d'électeur à des fidèles du RDPC ; oubli de noms de centaines de sympathisants de l'UNDP sur les registres électoraux de leur circonscription ; clôture prématurée de l'enregistrement ; ce qui a empêché les jeunes ayant atteint l'« âge électoral » après le 1^{er} mars 1992 de voter. Certains responsables RDPC affectés aux bureaux de vote ont aussi abusé de leur position en délivrant aux électeurs ignorants, d'office un bulletin de vote RDPC.

La mobilisation des chefs « traditionnels »

Ces malversations, cependant, sont loin d'expliquer entièrement le succès du RDPC. Un autre facteur a joué : les dirigeants de la campagne électorale RDPC ont réussi à mobiliser la plupart des chefs de canton pour le Président sortant. Le RDPC a investi énormément d'argent pour « acheter des voix » parmi la population non-musulmane. Pour distribuer ce pactole, on fit appel aux chefs de canton loyaux. Celui de Kaili, qui a derrière lui une carrière politique nationale au sein du parti unique, a joué un rôle clef dans ce processus. Dans bon nombre de villages, les militants du RDPC ont littéralement fait du porte-à-porte, et l'argent fut distribué « en toute transparence ». Même les militants RDPC ne le nient pas. Il semble que de tels transferts d'argent sont considérés comme un élément tout à fait souhaitable.

Il n'y a pas que l'argent qui joue un rôle ici. Les chefs de can-

ton fonctionnent aussi comme « leaders d'opinion » de par les relations d'autorité et de pouvoir « traditionnelles » qui les lient à la population. L'autorité du chef pèse lourd dans son canton, où son pouvoir en matière d'allocation des terres, de la récolte des impôts, de juridiction et d'emploi est encore considérable. Les conceptions en ce qui concerne l'autorité sacrale du chef jouent également un rôle dans les relations personnelles de dépendance, et plus particulièrement la peur de son pouvoir occulte entretenue par la rumeur. On raconte qu'une personne qui a osé ouvertement contredire le chef de Kaélé, lors de la campagne électorale, fut gratifié d'un « tu verras » menaçant. Les malheurs qui le frappèrent peu de temps après furent mis sur le compte du chef de Kaélé par l'opinion publique. L'influence de ce chef de canton se fait sentir surtout dans les villages au Sud-Ouest du centre urbain de Kaélé, ce qui se reflète dans les résultats du scrutin : Paul Biya : 62 % des voix ; Bello Bouba : 19 %. Là où l'autorité du chef de canton est moins facilement acceptée, Bello Bouba réalisa des scores nettement plus favorables. Dans le village de Gaban (canton de Lara), par exemple, l'UNDP obtenait 55 % des voix contre 34 % pour Biya, grâce à la promesse que, lors des réformes administratives à venir, le statut du village serait rehaussé en tant qu'unité administrative indépendante du chef de canton de Lara.

L'UNDP disposait de moins d'argent pour s'assurer du soutien des chefs de canton. Sa stratégie électorale comportait deux volets : faire des promesses politiques et matérielles ; semer la discorde au sein des familles des chefs, en essayant de dresser des successeurs

potentiels contre leurs pères. Cette tactique a réussi dans le canton Noundang de Boboyo. Le vieux chef de ce canton a toujours joué un rôle marginal au sein de l'ancien parti unique, parce ce qu'il ne comprend pas le français. De ce fait, Boboyo a peu profité des services gouvernementaux. L'UNDP a promis au chef une voiture de service, et pour son canton le statut de circonscription électorale indépendante avec son propre député. Une partie des électeurs de Boboyo a suivi la consigne électorale du chef : Bello Bouba obtenait 45 % des voix, Paul Biya 37 %.

La crainte d'une renaissance de l'hégémonie musulmane

Il est significatif que la crise économique ne fut pas le thème principal de la campagne électorale, bien que ses effets se fassent sentir incontestablement dans le département du Mayo Kani (2). Un thème beaucoup plus important fut la crainte de la part de la population

non-islamisée, d'une renaissance de l'hégémonie musulmane, crainte que le RDPC a su utiliser avec adresse. Les résultats électoraux reflètent bien l'influence de ce facteur ethnico-religieux. Dans le département du Mayo Kani, les groupes ethniques peu ou pas islamisés (les Toupouri et les Guisiga) ont voté en majorité pour Paul Biya, alors que les Foulbé, musulmans à 100 %, se prononcèrent nettement en faveur de Bello Bouba. Les Moundang occupent une position intermédiaire : ils font montre d'une certaine ouverture à l'égard de l'islam, sans se convertir en masse, ce qui se reflète dans leur vote.

Beaucoup de gens considèrent l'UNDP comme une renaissance de l'UNC, le parti unique de l'ancien président Ahmadou Ahidjo, un Foulbé du Nord. Il est vrai, en effet, que l'UNDP est dominé par des musulmans, et qu'elle recrute ses partisans principalement parmi les Foulbé. Dans le département du Mayo Kani elle a récupéré parmi ses cadres un certain nombre d'anciens fidèles d'Ahidjo, tombés

COMPORTEMENT ÉLECTORAL (EN %) ET IDENTITÉ ETHNIQUE DANS LE MAYO KANI (3)

Ethnies	RDPC	UNDP
Foulbé	15	79
Moundang	41	45
Guisiga	66	24
Toupouri	89	5

(2) Le prix d'achat du coton, principale culture commerciale de la région, a été revu à la baisse depuis 1989, ce qui diminue les revenus des paysans. Le chômage sévit parmi les jeunes qui quittent l'école, car l'administration est obligée de réduire ses effectifs. Le centre urbain de Kaélé est, depuis plus d'une décennie, une ville en régression, suite au ralentissement des activités de l'usine textile

locale. De plus en plus de gens se voient contraints de se replier sur l'agriculture de subsistance qui rapporte très peu.

(3) Seuls les résultats électoraux des arrondissements de Moutourwa, de Kaélé, et de Guidiguis ont été pris en compte ici. Je ne connais pas suffisamment bien la composition ethnique des autres arrondissements.

en disgrâce sous Biya. Le président Ahidjo est généralement perçu comme le « père spirituel » de Bello Bouba.

Au cours des années 1960 et 1970, les non-musulmans du Nord ont été exclus du pouvoir politique ; ils ont été systématiquement défavorisés en ce qui concerne les services gouvernementaux et autres investissements ; leurs cultures ethniques ont eu à subir une certaine répression, et il en est de même des Églises chrétiennes. Les individus ambitieux subissaient une forte pression pour s'islamiser. Les chefs de canton ont été les principaux auxiliaires des Foulbé au sein des populations non-musulmanes (4). Les musulmans exprimèrent leurs sentiments de supériorité à l'égard des populations non-musulmanes par le terme péjoratif *kaado*, païen, associé à la notion d'esclave. Ce terme renvoie à la conquête Foulbé et aux campagnes esclavagistes du XIX^e siècle. Après la relève présidentielle de 1982 et le coup d'État manqué en 1984, les musulmans ont perdu beaucoup de leur pouvoir, non seulement à Yaoundé, mais aussi dans le Nord du pays. Sous le régime du président Biya, l'arrogance musulmane, la répression culturelle et la discrimination ont nettement diminué, à tel point que beaucoup de non-musulmans parlent aujourd'hui de « libéralisation » pour désigner ces changements.

Comment se traduit cette « libéralisation » dans la pratique ? Depuis quelques années l'intérêt des fonctionnaires non-musulmans du département pour l'histoire et les traditions ancestrales de leur ethnie va croissant : de nombreux fonctionnaires catholiques ont, récemment, envoyé leurs fils au village d'origine pour participer à l'initiation « tradi-

tionnelle ». Cette renaissance culturelle parmi les fonctionnaires se traduit aussi au niveau des « comités de développement » cantonaux et villageois qui sont contrôlés et ont été initiés par l'administration. Elle prend la forme d'expositions culturelles et de semaines culturelles, activités soutenues par les autorités.

Les associations d'entraide des fonctionnaires non-musulmans dans les grandes villes du Cameroun sont responsables de la politisation de ce « mouvement culturel ». Beaucoup de ces « groupes de ressortissants », en 1991, ont débattu des changements politiques en cours ; ce qui a eu comme résultat la création, à Yaoundé, de la DCK (Dynamique culturelle kirdi), une tentative de réunir les élites non-musulmanes du Nord. Les personnalités dirigeantes de la DCK, liées au RDPC, ont joué un rôle important dans la diffusion des sentiments anti-musulmans parmi la population non islamisée du Nord, ce qui a contribué à renforcer la méfiance à l'égard de l'UNDP.

L'intégration du terme « kirdi » dans le discours politique illustre bien ce processus. Contrairement à ce qu'il se passait encore il y a quelques années, tout le monde a aujourd'hui ce mot à la bouche. Il a la même connotation péjorative que le terme foulbé « kaado », païen. Les élites non-musulmanes, aujourd'hui, ont adopté et popularisé ce mot ; ils en ont fait un terme politique, qui reflète une protestation contre l'exclusivisme et la discrimination du côté des musulmans, et une prise de conscience croissante que les non-musulmans peuvent représenter une force politique importante s'ils s'unissent.

(4) Voir mon article « État et islamisation au Nord-Cameroun (1960-1982) », *Politique africaine*, 41, mars 1991, pp. 144-148.

Le MDR comme mouvement intermédiaire

Le MDR (Mouvement pour la défense de la République) a fonctionné comme « locomotive » pour le RDPC. Né en 1991, à partir du Mouvement de réflexion (groupe de fonctionnaires catholiques de Maroua, influencé idéologiquement par la DCK), ce parti politique a essayé de mobiliser les populations non islamisées du Nord-Cameroun contre le danger d'une renaissance de l'hégémonie musulmane. Son chef, Dakolé Daïssala, est un Toupouri originaire de l'Est du département du Mayo-Kani. Dans sa campagne pour les élections législatives de mars 1992, il combattait aussi bien l'UNDP que le RDPC, jouant sur le mécontentement à l'égard du régime Biya que de larges couches de la population rendaient responsable de la crise économique. Il s'avérait assez vite que l'opposition du MDR n'était que de façade : les six délégués MDR conclurent un pacte avec le RDPC, et Dakolé et trois de ses compères ont été pris dans le nouveau gouvernement formé le 9 avril 1992. La rumeur veut même que la campagne électorale du MDR ait été financée en grande partie avec de l'argent de l'État venu de Yaoundé.

Entre les deux élections de 1992, les tensions montèrent entre musulmans et non-musulmans. Le MDR n'était pas le seul responsable de cette escalade. Après la victoire électorale éclatante de l'UNDP, le 1^{er} mars, l'arrogance musulmane, souvent latente, montrait de nouveau le bout du nez, ce qui amena le RDPC à reprendre le thème de l'hégémonie musulmane menaçante. Le MDR appuyait la candidature de Biya et Dakolé ne se présentait pas. La plus grande par-

tie de l'électorat du MDR a suivi la consigne de voter Biya, et seul une partie de l'électorat moundang a abandonné le MDR. C'est surtout parmi les Toupouri que Biya, en octobre 1992, a retrouvé sa popularité. La crainte de la domination musulmane n'explique pas tout dans ce cas. Le clientélisme a aussi pesé lourdement. A travers le MDR, les Toupouri ont tout d'un coup eu accès au centre du pouvoir politique, ce qui a eu ses avantages. Dakolé a réussi à s'assurer pour lui-même et pour ses électeurs un certain nombre de gains matériels et financiers. Sa maison à Kaélé se transforme en ce moment en une luxueuse villa. Il a obtenu un reclassement administratif qui augmente le nombre des cantons en pays toupouri et en pays massa, ce qui veut dire davantage de services administratifs et davantage d'emplois sur place. Des écoles secondaires ont été ouvertes et des maires d'obédience MDR ont remplacé leurs prédécesseurs RDPC à Kaélé centre et à Guidiguis. Certains clients individuels n'ont pas été oubliés.

La division de l'électorat moundang

Le tableau sur le comportement électoral montre que la campagne du RDPC — soutenue par le MDR, l'administration et les chefs de canton — a connu moins de succès chez les Moundang que chez les Toupouri. Pourquoi cette différence ?

Nous avons déjà vu que l'UNDP avait réussi à obtenir le soutien du chef de Boboyo. D'autre part, le MDR, principale locomotive de Biya, est moins populaire chez les Moundang que chez les

Toupouri. Assez vite, ce parti a acquis l'image d'un parti toupouri, ce qui a refroidi l'enthousiasme de bon nombre de Moundang : les frictions entre les deux groupes ethniques ne datent pas d'hier, ce qui se reflète dans des stéréotypes négatifs de part et d'autre et la désapprobation de mariages mixtes. En troisième lieu, l'influence culturelle musulmane a été de tout temps plus forte chez les Moundang que chez les Toupouri, surtout dans le canton de Lara. Le thème de l'hégémonie musulmane, utilisée par le RDPC, a donc moins joué chez les Moundang.

En fin de compte, l'élite « moderne » moundang était elle-même divisée, ce qui a influé sur le comportement électoral. Comme Dakolé, ces patrons politiques entretiennent des réseaux clientélistes dans la région qui ont leurs cantons d'origine comme noyau central. Or, les deux fonctionnaires moundangs les plus influents, dont le chef de Kaélé, n'ont pas lié leur sort à celui du MDR, ce qui explique le succès relatif du RDPC dans certaines circonscriptions, comme dans le canton de Kaélé (Biya : 51 % ; Bello Bouba : 33 %). Un autre fonctionnaire moundang important, cependant, a rallié l'UNDP. Originaire du canton de Lara, où il est très respecté, il y a joué les locomotives pour Bello Bouba qui a obtenu 53 % du vote, contre 35 % pour Biya.

Dans cet article, j'ai essayé d'expliquer pourquoi une partie de la population du Nord-Cameroun, lors des élections présidentielles d'octobre 1992, a voté contre l'opposition et en faveur du régime actuel. Il faut d'abord noter qu'il n'existe pas, dans le Nord-Cameroun, une opposition de principe contre le régime du président

Biya. Le MDR et l'UNDP ne représentent pas deux projets de sociétés fondamentalement différents, mais reflètent une lutte pour le pouvoir de nature pragmatique entre différents intérêts régionaux et locaux. Le MDR et l'UNDP sont deux réseaux clientélistes qui se sont formés à côté de celui du RDPC, depuis l'introduction du système multipartite. Leur but est de contrôler et d'exploiter le plus grand nombre de postes politiques au sein de l'État.

Il n'existe pas encore de conscience de classe chez les agriculteurs, les ouvriers, les fonctionnaires, les élèves et les sans-emplois dans le département du Mayo Kani. Le processus politique est déterminé en grande partie par des réseaux clientélistes à travers lesquels se distribuent les ressources étatiques. Aux yeux de la quasi-totalité des gens la légitimité des leaders politiques est avant tout fonction de leurs capacités redistributives. Contrairement aux Toupouri, les Moundang sont divisés : deux réseaux de clientèle se disputent les faveurs de la population en s'alliant à des partis politiques différents.

Nous avons vu que des contradictions ethno-religieuses au niveau régional, et des relations de pouvoir et de dépendance au niveau local, déterminent le comportement électoral de la population. Le résultat des élections doit être interprété dans ce contexte. Le RDPC a mieux su mobiliser les électeurs, à cause de sa mainmise sur l'administration, du soutien des chefs « traditionnels » et du MDR, et surtout par le choix d'un thème électoral accrocheur qui déviait l'attention de la crise économique.

Une analyse des élections présidentielles dans le Nord-Cameroun montre que la démocratie, dans la

pratique, se traduit surtout par des manipulations pour s'assurer du soutien de l'électorat. Tant que la conscience politique de la population ne pourra pas se nourrir par une information pluriforme — dans le département du Mayo-Kani, la télévision et pratiquement absente, faute d'électricité dans la plupart

des villages, alors que les journaux ne sont pas distribués aussi loin de la capitale — cette situation risque de perdurer.

Kees Schilder

*Traduit du néerlandais
par Robert Buijtenhuijs*

Acclamer les marines ? si l'on veut

LE spectacle va commencer. Les Américains nous offrent leur festival de fin d'année. Les Somali sont impressionnés par cette démonstration de force. Ceux qui regardent ce show à la télé sont heureux de voir ce spectacle pour l'instant. A la réflexion, ils ont l'air heureux eux aussi ces guerriers, pour l'essentiel des « marines », qui sont le fer de lance des forces conduites par les Américains pour nourrir-les-affamés protéger-les-faibles : des « guerriers » qui prennent la pose pour un éventuel objectif — des jeunes bien nourris, le visage arrondi d'auto-satisfaction, les traits repus de ces petits plats mitonnés, préparés dans des fours au large et amenés par des hélicoptères bien équipés en micro-ondes, tandis que les Somali ont faim !

Je suis quasi certain que personne, et encore moins les Américains et leurs alliés, ne serait venu plus tôt ou plus vite à l'aide de la Somalie si elle avait subi un sort similaire à celui du Koweït. Depuis la fin de la guerre froide, la Soma-

lie tient moins de place sur la scène géopolitique : il faut dire aussi qu'elle est peuplée de noirs, qu'elle est trop pauvre pour attirer des intérêts occidentaux et qu'elle a une population musulmane à 100 pour cent.

Comment se fait-il que les Américains aient envoyé un corps d'élite de marines en Somalie ? Le temps que le monde ait tourné son regard du côté de la crise en Somalie, la famine s'était constituée en une force maléfique, un vrai défi, n'est-ce pas, avec ces squelettes photographiques, qui rendaient visite à la conscience de chacun quand la peau tendue d'hommes à moitié morts de faim pénétrait dans des living rooms à l'heure de la télé.

Tout cela n'est-il qu'un petit geste de charité après le Thanksgiving, geste d'une nation trop nourrie envers une nation affamée ? Les choses sont-elles aussi simples ? Ou y-a-t-il d'autres motifs, plus cachés ?

Je serais bien le premier à admettre que la crise en Somalie a été créée par son propre peuple, et est endogène au système de clien-